



À l'attention de M. François Hollande  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

**Objet : appel au Président de la République**

Monsieur le Président de la République,

Président de tous les français, vous êtes de fait le Président d'un pays qui partage, grâce au département d'Outre-mer de la Guyane, 730 kilomètres de frontière avec le Brésil et comprend sur 96% de son territoire une partie conséquente de forêt amazonienne. Nous parlons de la forêt tropicale la plus vaste au monde, d'un écosystème unique et fragile, vital dans le fonctionnement des systèmes naturels de la planète. Cet écosystème est en péril. Sa disparition totale, dont la plupart des études annoncent qu'elle interviendra autour de 2050 si le rythme actuel de déforestation se maintient, aurait des conséquences dramatiques et irréversibles pour la planète et donc pour l'humanité toute entière. L'exploitation effrénée des forêts tropicales s'opère de façon globalement irresponsable : on ne reboise pas ou si peu, on détruit à jamais une biodiversité qui n'a pas eu le temps d'être étudiée. De plus, les projets industriels à l'origine du déboisement portent régulièrement atteinte aux droits de populations autochtones vouées à connaître l'ethnocide et donc à disparaître. L'histoire des siècles passés se répète, dans l'indifférence quasi-générale.

Nous, citoyens français signataires de la pétition contre le barrage de Belo Monte, lancée par le cacique Raoni et administrée par notre association - française - Planète Amazone, qui a recueilli à ce jour près de 350 000 signatures (dont celles de Christiane Taubira, Nicolas Hulot et Eva Joly, parmi 200 000 autres signatures françaises), souhaitons vous dire que nous sommes préoccupés par le manque de prise de responsabilité des Etats sur

**Infos pratiques**

**Association  
Planète Amazone**

38, rue baudin  
92400 Courbevoie  
[planeteamazone@raoni.com](mailto:planeteamazone@raoni.com)  
[www.raoni.com](http://www.raoni.com)

**Président**

Gert-Peter Bruch

**Conseil d'administration**

Ildomar Dos Santos  
Arkan Simaan  
Valérie Cabanes  
Béatrice Roy  
Marie-Agnès Nadal  
John Van Hasselt

des enjeux écologiques concernant pourtant chacun des citoyens de la planète. C'est pour tenter de contribuer à ce que cela change que nous prenons l'initiative de vous interpeller respectueusement aujourd'hui.

Fort de votre victoire aux élections présidentielles françaises et dans le sillage du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20, nous aimerions vous demander un engagement solennel à ne pas permettre à des entreprises françaises, et ce d'autant plus si l'Etat en est actionnaire, de violer la Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes, ou d'en être complices en collaborant avec des Etats dont les agissements ont été dénoncés officiellement par l'OIT.

C'est le cas du Brésil qui a été prié par l'OIT en mars 2012 de "prendre les mesures nécessaires pour consulter les peuples autochtones concernés sur la construction de l'usine hydroélectrique de Belo Monte, celle-ci risquant d'avoir des effets irréversibles (articles 6 et 15 de la convention) puis "de transmettre les informations sur les résultats des procédures en cours devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme et devant le tribunal fédéral de Pará", qui ont tous deux jugé illégale la construction du barrage.

En réponse, le Brésil a promis d'agir conformément à ces principes à l'avenir mais annonce ne pas vouloir revenir sur les procédures et les décisions prises concernant le chantier de Belo Monte mais aussi sur celui de Jiraù, tous deux situés en Amazonie brésilienne.

Le consortium brésilien Norte Energia coordonne la construction du barrage de Belo Monte, qui deviendra le troisième plus grand barrage au monde. Alstom, entreprise française, fournira des équipements destinés au complexe hydroélectrique dans le cadre d'un contrat d'environ 500 millions d'euros avec Norte Energia.

La compagnie française Alstom est le plus important constructeur mondial de grands barrages. L'Etat français a détenu jusqu'à 21% de son capital, dont les parts ont été rachetées en 2006 par le groupe Bouygues.

Parallèlement, GDF Suez est actionnaire à 50,1% de la construction du barrage de Jiraù et est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du Brésil, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques. Jiraù est le deuxième plus grand programme hydroélectrique en cours dans les Amériques, après celui de Belo Monte. L'Etat français est lui actionnaire à 36% de GDF SUEZ qui a été nommée au «Public Eye Awards» 2010, couronnant l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement pour son rôle dans la construction du barrage de Jiraù.

## **Infos pratiques**

### **Association Planète Amazone**

38, rue baudin  
92400 Courbevoie  
[planeteamazone@raoni.com](mailto:planeteamazone@raoni.com)  
[www.raoni.com](http://www.raoni.com)

### **Président**

Gert-Peter Bruch

### **Conseil d'administration**

Ildomar Dos Santos  
Arkan Simaan  
Valérie Cabanes  
Béatrice Roy  
Marie-Agnès Nadal  
John Van Hasselt

Enfin, autre entreprise française intéressée par des investissements au Brésil, EDF, dont l'Etat est actionnaire à 85%, dit aussi mener à l'heure actuelle des études sur la construction de barrages hydroélectriques au Brésil.

Les entreprises françaises impliquées dans ces projets industriels décriés ne respectent pas leur propre code éthique en collaborant avec le Brésil, elles sont complices de violations dénoncées par les plus hautes institutions internationales, elles placent la France en contradiction directe avec ses engagements pris durant le Sommet de la Terre de Johannesburg, mais aussi en contradiction avec les directives agréées au sein de la Commission Mondiale sur les Barrages.

Ainsi Monsieur le Président, nous, citoyens français signataires de la pétition lancée par le cacique Raoni, souhaiterions vous voir prendre l'engagement que la France et ses entreprises ne collaboreront plus à des projets industriels qui porteraient atteinte au Droit de l'Environnement et aux Droits de l'Homme.

Nous espérons, Monsieur le Président, que vous trouverez utile cette suggestion et vous prions de bien vouloir agréer l'expression de notre respectueuse considération.

**Gert-Peter Bruch**

Président

**Association Planète Amazone**

38 rue Baudin, 92400 Courbevoie

Tel: +33 (0)1 47 89 21 24 - Mob: +33 (0)6 10 23 65 44

RAONI  
BEPTOK  
YOTD  
ROPTYKI  
KUBEMRARI  
Bredjaiferaaromas  
Mepu fuaaromas  
YAB Timetut  
Samuel Jeremias  
Romero ne tyba  
Turida Molektete

## Infos pratiques

### Association Planète Amazone

38, rue baudin  
92400 Courbevoie  
[planetamazon@raoni.com](mailto:planetamazon@raoni.com)  
[www.raoni.com](http://www.raoni.com)

### Président

Gert-Peter Bruch

### Conseil d'administration

Ildomar Dos Santos  
Arkan Simaan  
Valérie Cabanes  
Béatrice Roy  
Marie-Agnès Nadal  
John Van Hasselt